



**PRÉFET
DE LOIR-ET-CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 24/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PHINIA Delphi France SAS

9 boulevard de l'Industrie
41000 Blois

Références : VAT20240631 / 2024-0878

Code AIOT : 0010001779

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/12/2024 dans l'établissement PHINIA Delphi France SAS implanté 9 boulevard de l'Industrie 41000 BLOIS. L'inspection a été annoncée le 20/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a porté sur les installations de fabrication et de stockage d'hydrogène du site, afin de vérifier le respect de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16/05/2024 relatif à l'augmentation de la capacité de stockage d'hydrogène.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PHINIA Delphi France SAS
- 9 boulevard de l'Industrie 41000 BLOIS

- Code AIOT : 0010001779
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement PHINIA Delphi France (ex BORGWARNER - groupe DELPHI) est un site créé en 1959 qui conçoit et fabrique des injecteurs principalement pour moteurs diesel (rampes common rail). Le site est composé de plusieurs bâtiments répartis de part et d'autre du boulevard de l'industrie à Blois.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité d'hydrogène présent	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 3	Sans objet
2	Equipements de sécurité de l'électrolyseur	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 2.1	Sans objet
3	Dispositifs d'évacuation des gaz et fumées en cas d'incendie	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 4	Sans objet
4	Mesures compensatoires applicables au container de l'électrolyseur	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 4.1	Sans objet
5	Équipements de sécurité de la zone essai d'endurance	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 5	Sans objet
6	Limitation d'accès (grillage)	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 6	Sans objet
7	Ventilation	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 7	Sans objet
8	Accessibilité des secours et intervention	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 8	Sans objet
9	Dispositifs de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 9	Sans objet
10	Dispositif de sécurité	AP Complémentaire du 16/05/2024, article 10	Sans objet
11	Equipements électriques	AP Complémentaire du 19/05/2024, article 11	Sans objet
12	Consignes et	AP Complémentaire du 16/05/2024,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	affichages	article 13	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité d'hydrogène présent

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Respect de la quantité maximale autorisée
Prescription contrôlée : 4715 : Hydrogène. La quantité maximale susceptible d'être présente dans l'installation est 2700 kg.
Constats : Le dossier de porter-à-connaissance daté du 13/11/2023 relatif à l'augmentation de la capacité de stockage d'hydrogène sur le site définit les quantités maximales d'hydrogène pour chaque zone : <ul style="list-style-type: none"> • zone A (devant banc moteurs) : 26 kg • zone B (zone électrolyseur) : 2406 kg • zone C (banc endurance) : 143 kg L'inspection s'est rendue dans les zones B et C (la zone A n'a pas été inspectée), et a relevé les installations de stockage d'hydrogène présents : <ul style="list-style-type: none"> • zone B (zone électrolyseur) : présence de 2 semi-remorques pouvant contenir 200 kg chacune au maximum + 1 cadre de bouteilles d'une capacité maximale de 13 kg + un ensemble de réservoirs dont la capacité maximale est de 60 kg à 900 bars (le manomètre affichait 300 bars) --> la quantité d'hydrogène présent est au maximum de 473 kg au niveau de la zone B. • zone C (banc endurance) : 2 cadres de bouteilles d'une capacité maximale de 13 kg chacun --> la quantité d'hydrogène présent est au maximum de 26 kg au niveau de la zone C. La quantité d'hydrogène présent totale au niveau des zones B + C est de 499 kg : elle respecte la quantité maximale définie pour chacune des zones B et C ainsi que pour le site entier. Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Equipements de sécurité de l'électrolyseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de sécurité de l'électrolyseur
Prescription contrôlée :

L'article 5 de l'arrêté préfectoral du 30 août 2022 est remplacé par l'article suivant :

Article 5 : Équipements de sécurité de l'électrolyseur

Les dispositifs de sécurité suivants sont mis en place au niveau de l'électrolyseur :

- portes intérieures et extérieures munies d'un ferme porte pour la porte intérieure et toiture incombustible.
- détection incendie dans l'électrolyseur
- détection de présence d'hydrogène dans l'électrolyseur relié à l'automate de sécurité
- extracteur ATEX en cas de détection à 20 % de la limite inférieure d'explosivité de l'hydrogène dans l'électrolyseur
- événements pour les rejets d'hydrogène et d'oxygène
- système d'inertage à l'azote des circuits d'hydrogène.

Constats :

L'inspection a constaté sur site la présence des dispositifs de sécurité suivants au niveau de l'électrolyseur (dans la zone B) :

- le container contenant l'électrolyseur est métallique, sa toiture est incombustible. Il est à noter que la porte d'accès du container de l'électrolyseur s'ouvre vers l'extérieur et n'est pas équipée d'un système de fermeture automatique. Au vu de l'article 2.4 de l'arrêté ministériel du 12/02/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux ICPE soumises à déclaration sous la rubrique n° 4715, la prescription d'un ferme-porte concerne les portes situées dans un mur coupe-feu. Dans le cas présent, le container n'a pas de paroi coupe-feu et se trouve en extérieur de même que les installations de stockage de l'hydrogène, la prescription d'un ferme-porte est ici sans objet.
- un détecteur de fumée dans le container contenant l'électrolyseur.
- trois détecteurs de flamme UV/IR dans la zone grillagée du stockage, à l'extérieur.
- un explosimètre, détectant l'hydrogène, dans le container de l'électrolyseur. L'exploitant a précisé que cette détection est reliée à l'automate de sécurité.
- un extracteur d'air qui démarre automatiquement lors de la mise en marche de l'électrolyseur, et dont la vitesse s'accélère en cas d'atteinte de 20 % de la limite inférieure d'explosivité de l'hydrogène dans le container contenant l'électrolyseur.
- des grilles d'aération statique (3 en haut, 2 en bas), d'une surface totale d'environ 1 m², pouvant faire office d'évents.
- un système d'inertage à l'azote des circuits d'hydrogène. Un asservissement est en place afin que l'électrolyseur ne puisse pas démarrer si le système d'inertage à l'azote des circuits n'est pas en fonctionnement.

Par sondage, l'inspection a vérifié que l'entretien et la vérification périodique des dispositifs de sécurité suivants étaient bien réalisés :

- détecteurs de flamme UV/IR : la dernière vérification annuelle a été effectuée par la société ECO PROTECTION en juin 2024 ; elle a notamment porté sur les détecteurs de la zone extérieure "électrolyseur", et sur le Système de Sécurité Incendie (SSI) qui renvoie l'alerte au poste de sécurité du site : le rapport ne mentionne aucune observation.
- détecteurs de gaz : la dernière vérification semestrielle a été effectuée par la société DET.EX le 31/10/2024, toutefois elle n'a pas porté sur les détecteurs d'hydrogène de la zone électrolyseur (zone B) car l'installation de cette zone n'a pas encore été réceptionnée. L'exploitant précise que le contrôle périodique sera lancé et intégré dans la GMAO après réception de l'installation. Il précise également que la mesure du taux d'hydrogène est mesurée en continu et suivi dans la supervision.

Conclusion : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositifs d'évacuation des gaz et fumées en cas d'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie / évacuation des gaz et fumées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les locaux fermés doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation de l'hydrogène, des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les installations de stockage de l'hydrogène au niveau des zones B (électrolyseur) et C (banc endurance) sont toutes situées en extérieur. Seul l'électrolyseur est situé dans un local fermé constitué d'un container métallique dont les dimensions sont d'environ 6 mètres de longueur par 2,5 mètres de largeur.</p> <p>L'inspection a constaté que le container est équipé de grilles d'aération statique (3 en haut et 2 en bas), d'une surface totale d'environ 1 m². Les grilles du haut peuvent permettre l'évacuation de l'hydrogène, des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures compensatoires applicables au container de l'électrolyseur

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures compensatoires applicables au container de l'électrolyseur
<p>Prescription contrôlée :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le container est construit en matériaux incombustibles (acier). • Le container de l'électrolyseur est équipé de détection de gaz et de fumée avec asservissement déclenchant la coupure de l'énergie de l'électrolyseur en cas de détection de gaz et de fumée • L'électrolyseur est équipé d'un report d'alarme au poste de surveillance avec présence d'un agent de surveillance 24h/24 et 7jours/7 • L'électrolyseur produit de l'hydrogène mais il ne le stocke pas à l'intérieur
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a fait les constats suivants au niveau du container contenant l'électrolyseur (zone B) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le container est construit en matériau incombustible (acier).

- le container de l'électrolyseur est équipé d'un détecteur d'hydrogène et d'un détecteur de fumée. L'exploitant a précisé que les détecteurs sont reliés à un asservissement déclenchant la coupure de l'énergie de l'électrolyseur en cas de détection de gaz et/ou de fumée.
- l'électrolyseur est équipé d'un report d'alarme liée à tout dysfonctionnement détecté, vers le poste de surveillance du site avec présence d'un agent de surveillance 24h/24 et 7jours/7. L'inspection a constaté dans le poste de surveillance que la supervision affiche les alarmes liées aux systèmes de détection de la zone de l'électrolyseur (dérangement, feu, détection gaz...).
- l'électrolyseur produit de l'hydrogène mais aucun stockage d'hydrogène n'est effectué à l'intérieur du container.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Équipements de sécurité de la zone essai d'endurance

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Équipements de sécurité

Prescription contrôlée :

Les dispositifs de sécurité suivants sont mis en place au niveau de la zone essai d'endurance :

- sonde de température
- manomètre et transmetteurs de pression
- électrovannes de purge
- électrovannes et vannes manuelles pour isoler les circuits
- système d'inertage à l'azote
- soupape de sécurité de catégorie V
- automate de sécurité
- détection flamme UV/IR
- présence d'un arrêt d'urgence à l'extérieur de la zone
- détecteur de gaz / explosimètre H2
- les stockages seront munis de vannes TPRD permettant la mise en sécurité des réservoirs. Ces vannes s'ouvriront dès lors que la température sera trop élevée dans le réservoir.
- contrôle de la concentration O2 / H2 en circuit
- toutes les énergies du banc sont asservies aux dispositifs de sécurité (détection gaz H2 et détection flamme)

Constats :

Par sondage, l'inspection a constaté sur site la présence des dispositifs de sécurité suivants au niveau de la zone essai d'endurance (zone C) :

- un détecteur de flamme UV/IR.
- un arrêt d'urgence à l'extérieur de la zone grillagée.
- deux détecteurs d'hydrogène / explosimètres.
- l'exploitant a précisé que toutes les énergies du banc d'endurance sont asservies aux dispositifs de sécurité du stockage d'hydrogène de la zone C (détection gaz H₂ et détection flamme).

Par sondage, l'inspection a vérifié que l'entretien et la vérification périodique des dispositifs de sécurité suivants étaient bien réalisés :

- détecteur de flamme UV/IR : la dernière vérification annuelle a été effectuée par la société ECO PROTECTION en juin 2024 ; le rapport ne mentionne aucune observation.
- détecteurs de gaz : la dernière vérification semestrielle a été effectuée par la société DET.EX le 31/10/2024 ; elle a notamment pas porté sur les détecteurs d'hydrogène de la zone banc d'essai d'endurance (zone C) : le rapport conclut au bon fonctionnement de la centrale gaz et des deux capteurs.
- soupapes : les soupapes font l'objet d'un contrôle périodique au bout de 3 ans puis 7 ans, et elle sont ensuite remplacées au bout de 10 ans. Par sondage, l'inspection a vérifié le suivi de la soupape n°10/22-070784 au niveau de la zone d'essai banc d'endurance. La documentation technique de la soupape et son suivi sont gérés dans la GMAO : la date de mise en service de cette soupape est 04/2023 et le certificat de conformité date du 27/10/2022. Ayant été mise en service il y a moins de 3 ans, la soupape n'a pas encore fait l'objet d'un contrôle périodique, toutefois les échéances sont bien prévues dans la GMAO : révision périodique 1 en 04/2026, révision périodique 2 en 04/2030, requalification périodique en 04/2033.

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Limitation d'accès (grillage)

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Limitation d'accès

Prescription contrôlée :

La zone essai d'endurance est grillagée avec limitation d'accès à la zone.

Constats :

La zone contenant le stockage d'hydrogène du banc d'essai d'endurance (zone C) est grillagée et fermée à clé. Il en est de même pour la zone de l'électrolyseur (zone B).

Conclusion : Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Ventilation

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 7

Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation

Prescription contrôlée :

L'enclos de stockage des cadres de bouteilles, situé à proximité de la zone C « banc d'essai d'endurance » est ventilé en permanence.

Les événements sont positionnés de façon à éviter les retenues de gaz contre les bâtiments du site et sous des toitures d'auvent.

<p>Constats :</p> <p>Le stockage des cadres de bouteilles d'hydrogène de la zone C « banc d'essai d'endurance » est effectué en extérieur ; il est donc ventilé en permanence. Il en est de même pour la zone de l'électrolyseur (zone B).</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Accessibilité des secours et intervention

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 8</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité des secours et intervention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant permet aux services de secours et de lutte contre l'incendie de pouvoir, en tout temps, pénétrer sans délai dans l'enceinte de l'entreprise, soit par l'intermédiaire d'une présence humaine, soit par un dispositif permettant la manœuvre manuelle par les secours du portail implanté à l'entrée du site (exemple : moteur débrayable muni d'une clé pompier).</p> <p>Des dispositifs de guidage à enrouleur sont prévus afin de délimiter un périmètre de sécurité autour de la zone banc d'endurance. Ils seront pré-positionnés, à usage premier de l'équipe d'intervention de l'établissement, à une distance d'au moins 50 m du centre des points de stockage.</p> <p>L'exploitant définit des points de rassemblement des victimes (PRV) (2 à 3) selon le lieu des incidents.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les services de secours et de lutte contre l'incendie peuvent en tout temps pénétrer dans l'enceinte de l'entreprise, par l'intermédiaire de la présence d'un agent de surveillance 24h/24 et 7jours/7 dans le poste de sécurité du site.</p> <p>L'inspection a constaté que la zone B (électrolyseur) et la zone C (banc endurance) sont toutes les deux desservies par une voie de circulation qui était accessible et dégagée le jour de la visite d'inspection.</p> <p>L'inspection a également constaté, par sondage, la présence de 3 guidages à enrouleur installés de manière fixe au niveau d'accès piétons afin de délimiter un périmètre de sécurité pour empêcher de s'approcher de la zone de l'électrolyseur et d'emprunter la voie de circulation passant devant l'électrolyseur (zone B) et la zone banc d'endurance (zone C).</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Dispositifs de lute contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un extincteur sur roue de 50 kg est présent et signalé au niveau de l'enclos de stockage des cadres de bouteilles, situé à proximité de la zone C « banc d'essai d'endurance » et au niveau de</p>

<p>la zone d'essai banc d'endurance.</p> <p>Ces extincteurs sont positionnés à proximité immédiate des organes de coupures électriques (type coup de poing), en un point protégé des effets de souffle et, situé avant le risque dans le sens de l'arrivée des secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté sur site :</p> <ul style="list-style-type: none"> la présence d'un extincteur sur roue de 50 kg à côté de la porte d'accès à la zone grillagée contenant l'électrolyseur et les semi-remorques (zone B), et un autre extincteur sur roue de 50 kg à l'extérieur de la zone grillagée contenant le stockage d'hydrogène pour le banc d'endurance (zone C). La vignette de contrôle apposée sur chacun des deux extincteurs indique que la dernière vérification périodique annuelle a été effectuée en mai 2024 (soit il y a moins d'un an). la présence d'un arrêt d'urgence (type coup de poing) pour chacune des zones B et C, situé à l'extérieur de chacune des zones grillagées et à proximité de chacun des extincteurs. L'arrêt d'urgence met immédiatement à l'arrêt les installations, dont l'arrêt de production d'hydrogène au niveau de l'électrolyseur. <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Dispositif de sécurité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositif de sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le dispositif retransmettant, au poste de sécurité du site, l'ensemble des dysfonctionnements possibles, détectables par les équipements de sécurité/surveillance des différentes zones de stockage d'hydrogène est maintenu en permanence et vérifié régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des dysfonctionnements possibles, détectables par les équipements de sécurité des différentes zones de stockage d'hydrogène du site, est automatiquement retransmis au poste de sécurité du site dans lequel un gardien est présent en permanence 24h/24 et 7jours/7.</p> <p>Le dispositif de report des alarmes est vérifié annuellement. La dernière vérification a été effectuée en juin 2024 par la société ECO PROTECTION ; le rapport ne mentionne aucune observation.</p> <p>Conclusion : Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Equipements électriques

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/05/2024, article 11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Equipements électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p>

Les équipements électriques sont étanches et de classe IP 66.
Constats : La dernière vérification annuelle des installations électriques du site a été effectuée du 14 octobre au 15 novembre 2024 par l'organisme Bureau Veritas. Le rapport Q18 correspondant conclut à l'absence d'observation au niveau des installations de stockage d'hydrogène (dont l'installation de stockage d'hydrogène située derrière la bâtiment T "banc d'essai endurance"). <u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Consignes et affichages

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/05/2024, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes et affichages
Prescription contrôlée : Un affichage est mis en place avant l'enclos de stockage des cadres de bouteilles, situé à proximité de la zone C « banc d'essai d'endurance », dans le sens d'arrivée des secours, sur la façade ouest du bâtiment, indiquant la présence du point sensible (stockage, nature, cheminement pour atteindre la façade ouverte du stock, et les éléments de sécurité à proximité pouvant être utilisés par les secours.
Constats : L'inspection a constaté la présence d'un affichage des consignes de sécurité et des consignes à suivre en cas de situation d'urgence (fuite enflammée d'hydrogène, etc.), apposé à l'extérieur des enclos de stockage d'hydrogène de la zone B (électrolyseur) et de la zone C (banc d'endurance). <u>Conclusion</u> : Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite